



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-106 - Séance du 11 décembre 2018

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	22	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2018, le 11 décembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 05 décembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 05 décembre 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, VIDAL Stéphane, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc.

Absents : PERRIER Thierry, PEETERS Fabien, SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-106 – FINANCES : RÉTROCESSION A LA COMMUNE D'UNE CONCESSION ET D'UNE CASE DANS LE COLUMBARIUM

Madame Régine SUAY, Conseillère Municipale déléguée au sport et à la vie associative rapporte que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit dans son article L 2122- 22 alinéa 8, que par délégation du Conseil Municipal, le Maire peut prononcer la délivrance et la reprise des concessions.

Par délibération en date du 14 septembre 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à exercer cette faculté.

La doctrine et la jurisprudence ont admis que seul le fondateur de la sépulture peut rétrocéder à la commune, qui n'est pas obligée de l'accepter, la concession vide de tout corps.

Par lettre en date du 16 octobre 2018, Madame GIRARD propose à la commune la rétrocession de la concession cinquantenaire et de la case située dans le columbarium, acquises le 09 novembre 2010.

La concession étant vide de tout corps, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la rétrocession, à la commune de la concession et de la case du columbarium dont la bénéficiaire n'a plus usage.

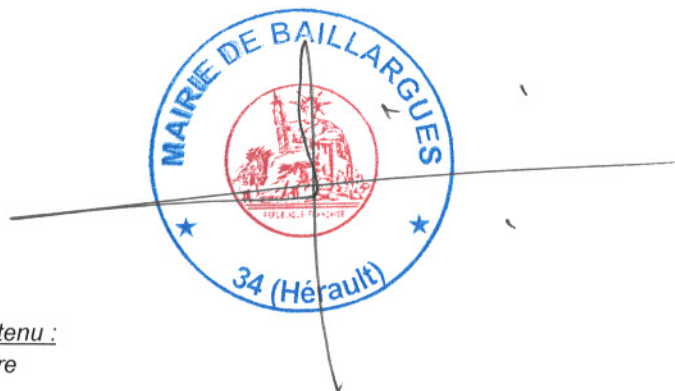
Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur le principe de rétrocession à la commune et sur le remboursement de la somme de 549 euros représentant les deux tiers du prix de la concession et de la case du columbarium, diminué du temps d'utilisation. Le troisième tiers reste acquis au Centre Communal d'Action Sociale de la Commune (article 26 et article 37.9 du règlement du cimetière communal adopté le 08 juin 2011 par délibération n°2011-30).

La dépense sera inscrite au budget à l'article 6588.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Régine SUAY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** la rétrocession à la commune d'une concession et d'une case dans le columbarium pour un montant de 549 euros et **DIT** que la dépense sera inscrite au budget 2019 à l'article 6588.

Pour extrait conforme,
Le 12 décembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.